
Compilé par Trudy Huskamp Peterson, présidente, HRWG

Cet article est le neuvième d'une série de brèves discussions sur les principes d'accès aux archives adoptés par le Conseil international des archives lors de son assemblée générale annuelle en août 2012.

8. Les institutions qui conservent des archives font en sorte que les contraintes opérationnelles n'empêchent pas l'accès aux archives.

Le droit égal d'accès aux documents d'archives ne signifie pas simplement bénéficier d'un traitement égal, mais s'applique aussi au droit d'en bénéficier de façon égale.

Les archivistes comprennent les besoins venant à la fois des chercheurs qui utilisent déjà les archives, et de ceux qui pourraient les utiliser ; ils tirent parti de cette connaissance pour concevoir des politiques et des services qui répondent à ces besoins et réduisent les contraintes d'accès opérationnelles. Ils aident en particulier les handicapés, les illettrés ou les personnes désavantagées et qui pourraient avoir dans le cas contraire d'importantes difficultés pour consulter les archives.

Les institutions d'archives publiques fournissent aux personnes qui souhaitent faire des recherches dans les archives un accès gratuit à celles-ci. Les institutions d'archives privées peuvent instaurer des frais d'inscription, mais devraient tenir compte de la capacité du demandeur à payer, et faire en sorte que ces frais ne soient pas un obstacle à la consultation.

Les chercheurs, qu'ils vivent loin de l'institution qui conserve les archives ou qu'ils s'y rendent, peuvent obtenir des copies sur des formats variés en fonction des capacités techniques de l'institution d'archives. Les institutions peuvent faire payer, selon des tarifs raisonnables, le service de copie à la demande.

La communication partielle des documents est un moyen de permettre l'accès quand le dossier ou le document ne peuvent être communiqués dans leur intégralité. Si certaines phrases ou quelques pages d'un document d'archive contiennent une information sensible, celle-ci en est retirée et le reste du document peut être communiqué au public. Dans la mesure du possible, les archivistes ne refusent pas d'expurger les archives demandées à cause du travail que cela exige; cependant si le fait d'expurger un document ou un dossier en fausse le sens ou le rend inintelligible, les archivistes ne l'expurgent pas, et il reste non-communicable.

Ce Principe traite de plusieurs questions, dont deux parlent des frais de service et de la communication partielle ou de l'expurgation lorsque des archives ou des dossiers entiers ne peuvent pas être communiqués. Voici trois exemples de situations couvertes par le Principe 8:

Les chercheurs qui ne peuvent pas savoir si les documents sont disponibles perdent souvent du temps et de l'argent. Dans une lettre ouverte publiée en novembre 2005, trois chercheurs ont écrit au sujet de leurs problèmes avec les archives en Roumanie. L'un, candidat doctorant à la Sorbonne, a rapporté qu'il a demandé l'autorisation d'utiliser les archives de la Securitate (la Securitate était la police secrète de l'ère communiste de Roumanie), et payé plus de 500 \$ pour un permis qui lui a été délivré en juillet 2004. Cependant, quand il est allé aux archives, il a appris que les instruments de recherche n'étaient pas disponibles et qu'il avait besoin « d'attendre un certain temps pour permettre [à ces archives] de mener les investigations nécessaires ». Il s'en est suivi un an et demi de " silence complet" (François Bocholier, Stefano Bottoni et Dennis Deletant « Chers collègues et amis », 2005-11-25, exemplaire en ma possession).

Les frais d'utilisation des documents d'archives peuvent être un obstacle sérieux pour certains chercheurs. Comme indiqué dans la section Général ci-dessous, les documentaristes se plaignent du coût d'obtention des images de l'Holocauste. En Hongrie, le National Digital Archive et le Film Institute demandent 4'000 euros par minute pour les droits mondiaux d'utilisation des images de Juifs à Budapest étant forcés de marcher vers les trains qui les mèneraient à Auschwitz. Un membre du personnel de l'Institut a justifié le montant en disant que, même si les archives étaient en partie financées par l'État: « Nous devons aussi gagner de l'argent pour survivre ». Après le décès de la plupart des gens qui peuvent raconter une histoire personnelle des atrocités nazies, les films sont des sources de plus en plus importantes pour l'enseignement sur ces événements et les coûts demandés pour le visionnement des films ne doit pas être un obstacle à leur utilisation.

Expurger et partiellement communiquer des dossiers est un moyen important de garantir un meilleur accès quand des archives ou des documents entiers ne peuvent pas être rendus publics, mais cela doit être fait avec soin et de manière cohérente. En avril, la *National Security Archive*, une organisation non gouvernementale des États-Unis qui dépose de nombreuses demandes d'accès liées à la loi Freedom of Information Act, a publié les copies de quatre retraits d'information différents d'un même document sur une période de douze ans. Chaque exemplaire était différent, mais quand toutes les versions sont réunies, l'ensemble du document a en fait été communiqué. Cette incohérence jette le discrédit sur la pratique de l'expurgation, qui peut être un outil important pour assurer l'accès, tout en protégeant l'information qui doit être retenue pendant une certaine période. <http://www.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/NSAEBB420/>

Comme l'archiviste hongrois l'a souligné, les archives ont besoin de trouver de nouveaux fonds et du personnel pour couvrir les opérations des archives. Mais les archivistes doivent être sûrs que les contraintes opérationnelles avec lesquelles ils vivent et celles qu'ils imposent au public de chercheurs sont justes, cohérentes, et n'empêchent pas l'accès aux archives.

Nouvelles internationales.

African Commission on Human and Peoples' Rights. La Commission Africaine des Droits Humains et des Peuples a adopté une loi modèle sur l'accès à l'information en Afrique. Pour le communiqué de presse, voir

http://www.saha.org.za/news/2013/March/the_african_commission_on_human_and_peoples_rights_press_release.htm; pour la loi modèle, voir

http://www1.chr.up.ac.za/images/files/news/news_2013/English%20Model%20Law%20booklet.PDF. Merci aux Archives de l'histoire sud-africaine de nous avoir informé de cette étape importante.

Conseil de l'Europe / Hongrie. Le Conseil de l'Europe, créé en 1949, compte aujourd'hui 47 états membres. La Cour européenne des Droits de l'Homme est un organe subsidiaire. Pour la première fois de son histoire, le Conseil dispose d'un rapport de sa commission de suivi recommandant qu'une «procédure formelle» soit établie « pour surveiller que la Hongrie respecte ses obligations envers le Conseil de l'Europe ». Le rapport identifie cinq domaines particulièrement préoccupants : la loi sur la religion et l'état des Eglises de Hongrie, la loi sur l'élection des membres du Parlement, la loi sur la Cour constitutionnelle, la loi sur le pouvoir judiciaire et la législation sur les médias. Le Conseil débattre de la proposition à sa session de juin. Si la recommandation est adoptée, l'examen des documents d'archives sera une partie importante de l'activité de surveillance.

http://www.euractiv.com/central-europe/council-europe-puts-heat-hungary-news-519402?utm_source=RSS_Feedutm_medium=RSSutm_campaign=EurActivRSS; see Report at

http://www.assembly.coe.int/Communication/amondoc08_2013.pdf

Commission européenne. La Commission européenne a proposé d'éliminer l'obligation d'estampiller les documents publics afin de les faire reconnaître comme authentiques dans un autre Etat membre de l'Union européenne. La simplification s'appliquera aux documents publics concernant le nom, le mariage et le partenariat enregistré, la naissance, la paternité, l'adoption, le décès, la résidence, la citoyenneté et la nationalité, l'immobilier, le statut juridique et la représentation d'une société ou d'une entreprise, les droits de propriété intellectuelle et les documents prouvant l'absence d'un casier judiciaire. La proposition va maintenant être présentée pour action au Parlement européen et au Conseil des ministres. http://ec.europa.eu/commission_2010-2014/reading/multimedia/news/2013/04/20130424_en.htm

Cour internationale de Justice / Bosnie / Serbie. Trois chercheurs ont publié *La Cour internationale de Justice – la Bosnie-Herzégovine contre la Serbie-et-Monténégro*, dans laquelle ils appellent les autorités judiciaires bosniaques "à préparer de nouvelles preuves, présenter des faits nouveaux et initier une révision du verdict de la CIJ, verdict de 2007, qui a absout Belgrade des responsabilités du génocide ", a rapporté *Balkan Transitional Justice*.

http://www.balkaninsight.com/en/article/bosniak-scholars-want-new-suit-against-serbia-and-montenegro?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter&utm_campaign=ad194f5c20-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email

Cour pénale internationale / Bemba (République centrafricaine). Un témoin de la défense dans le procès de Jean-Pierre Bemba a déclaré que Bemba a "formé une commission chargée d'enquêter sur la conduite de ses combattants immédiatement après avoir reçu un rapport de la Fédération

internationale des droits de l'homme, alléguant que les membres de son Mouvement pour la Libération du Congo (MLC) avaient commis des crimes ", a rapporté *War Crimes Prosecution Watch*. Le témoin a dit que la commission était allée à la ville de Sibut, avait interviewé de "nombreuses personnes" et avait tourné une vidéo des interviews montrant que le MLC avait "de bonnes relations avec la population civile". La vidéo a été projetée à la Cour. Le témoin a dit que la commission avait fait un rapport verbal à Bemba et qu'il n'en existait "aucune trace écrite".
http://publicinternationallawandpolicygroup.org/wp-content/uploads/2013/04/WCPW_042213_Master.html#car4

Tribunal pénal international pour le Rwanda / Rwanda. L'Assemblée législative est-africaine a adopté une motion appuyant le transfert au Rwanda de "toutes les archives" de la Cour pénale internationale pour le Rwanda. <http://allafrica.com/stories/201304180338.html>

Tribunal spécial pour le Liban. Les pirates (hackers) ont fait irruption sur le site web du journal *Al Mustaqbal* de Beyrouth, au Liban, et ont affiché les données personnelles de 167 hommes libanais considérés comme témoins devant le Tribunal spécial, dont "leurs noms, photos passeport, lieux et années de naissance, ville de résidence et professions. Le texte en arabe et en anglais a déclaré que les informations sur les témoins avait été divulguées par le tribunal", a rapporté le *New York Times*. Le Tribunal a rapidement émis une condamnation du piratage et a déclaré que la liste n'était pas exacte. A la fin avril, le Tribunal a annoncé qu'il allait nommer un enquêteur spécial chargé d'enquêter sur ce sujet et deux autres incidents "qui pourraient être considérés comme une entrave à l'administration de la justice par la publication de l'identité des témoins présumés".
<http://www.nytimes.com/2013/04/14/world/middleeast/hackers-reveal-witness-names-in-hariri-murder-trial.html> ; <http://www.stl-tsl.org/en/media/press-releases/tribunal-condemns-attempts-to-interfere-with-judicial-process>; <http://www.stl-tsl.org/en/media/press-releases/29-04-2013-tribunal-to-launch-investigation-in-alleged-witness-intimidation>

Nouvelles générales.

Forbes a rapporté que Google a annoncé une nouvelle fonctionnalité appelée « gestionnaire de compte inactif » qui permet aux utilisateurs de Google de lui dire que faire de leurs comptes numériques (e-mails, chats, recherches, appels téléphoniques, documents, photos, vidéos) quand ils décèdent : <http://www.forbes.com/sites/kashmirhill/2013/04/11/google-death-manager-new-feature-to-tell-the-company-what-to-do-with-your-data-when-you-die/>

Haaretz a publié un article sur les plaintes déposées par des documentaristes informant que le coût d'obtention d'images de l'Holocauste à partir des archives et des distributeurs européens est "insupportablement élevé". <http://www.france24.com/en/20130408-haaretz-unbearably-high-cost-holocaust-footage>

Nouvelles bilatérales et multilatérales.

Al Kaida/USA. Les audiences préliminaires de cinq prisonniers accusés d'avoir comploté les attaques du 11 septembre 2001 aux États-Unis ont été reportées de deux mois au tribunal militaire de

Guantanamo "en raison de fichiers perdus à cause de problèmes informatiques au Pentagone", a rapporté *Reuters*. Les avocats de la défense ont dit que trois à quatre semaines de "fichiers de travail confidentiels avaient disparu des systèmes informatiques du Pentagone" lorsque "les techniciens avaient tenté de mettre en place un moyen de sauver automatiquement les nouveaux documents et les mises à jour" sur des ordinateurs reliés entre Washington et la base navale de Guantanamo Bay. <http://www.reuters.com/article/2013/04/17/us-usa-guantanamo-delay-idUSBRE93G0YT20130417?feedType=RSS&feedName=everything&virtualBrandChannel=11563>

Arménie / Turquie. Dans une démonstration du pouvoir que les photographies continuent à véhiculer, les militants des droits de l'homme se sont assis derrière des photos de victimes arméniennes prises il y a près de 100 ans, lors du jour d'observance du massacre des Arméniens par les Ottomans à Istanbul en 1915. <http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2013/04/pkk-withdrawal-armenian-genocide-day.html#ixzz2RzDD2wfr>

Australie / Israël. La BBC et de nombreux autres médias ont rapporté que le ministère de la Justice d'Israël n'inculpera personne en lien avec la mort, en 2010, d'un Australien, Ben Zygier, connu comme "Prisonnier X", détenu en Israël (pour les rapports précédents, voir les Nouvelles HRWG 2013-02, 2013-03). Un rapport précédent déclarait que le contrôle de la prison de Zygier était insuffisant et qu'un "journal de surveillance n'avait pas été correctement rempli". Les dossiers sur l'affaire doivent être "transmis aux autorités pénitentiaires" afin d'établir "si des mesures disciplinaires internes doivent être prises". <http://www.bbc.co.uk/news/world-middle-east-22295510>

Bangladesh / Inde / Pakistan. Selon un rapport publié par *PKKH.tv* du Pakistan, "la plupart des documents officiels de la guerre qui ont conduit à la libération du Bangladesh ont été détruits". C'est une réimpression – bizarrement trois ans plus tard - d'un article de *Times of India* de mai 2010 (voir les Nouvelles HRWG 2010-05). <http://www.pakistankakhudahafiz.com/2013/04/28/truth-lost-most-military-records-of-bangladesh-war-missing%e2%80%8f/>

Colombie / États-Unis. La *National Security Archive*, une organisation non gouvernementale établie à Washington DC, a déposé une plainte en 2010 pour obtenir des documents que Chiquita Brands International, un producteur de nourriture et distributeur américain (surtout connu pour les bananes), avait fourni à la U.S. Securities and Exchange Commission de 1998 à 2004 « dans le cadre d'une enquête sur les transactions illégales de la société avec des insurgés gauchistes et des paramilitaires d'extrême droite des forces d'autodéfenses unies de Colombie ». Maintenant, Chiquita a déposé une demande officielle d'annulation d'utilisation du "Freedom of Information Act" pour bloquer la communication des documents. <http://www.gwu.edu/~nsarchiv/news/20130408/>

France / Tunisie. Une place dans le 13ème arrondissement de Paris a été nommée d'après le Tunisien Farhat Hached, dirigeant syndical assassiné par des paramilitaires français en 1952. A cette occasion, des descendants de Hached et d'autres Tunisiens ont présenté des demandes pour que l'on donne accès en France aux archives qui concernent cet assassinat. <http://forumdesdemocrates.over-blog.com/article-farhat-hached-la-france-reflechit-a-ouvrir-les-archives-117525019.html>

Guatemala / États-Unis. Un reportage sur le médecin américain qui a dirigé l'étude choquante des maladies sexuellement transmissibles en utilisant des sujets guatémaltèques a été publié par le *New York Times* (les documents de l'étude ont été retrouvés en 2010). Pour le contexte, voir les Nouvelles

HRWG 2010-09, 2010-10, 2010-11. <http://www.nytimes.com/2013/04/02/health/link-to-ethical-scandals-tarnishes-prestigious-parran-award.html?pagewanted=all>

Irlande / Royaume-Uni / Etats-Unis. La Cour suprême américaine a refusé d'entendre un appel à la décision de céder des parties de transcriptions et d'enregistrements de l'histoire orale de l'Université de Boston, concernant des personnes impliquées dans les «troubles» en Irlande du Nord, aux autorités du Royaume-Uni (le contexte est expliqué dans les nouvelles de HRWG 2012-01, 2012-07 et 2013-01). <http://www.boston.com/news/local/massachusetts/2013/04/15/court-rejects-appeal-over-secret-ira-tapes/2Jv7Z3M60XJr60ZawFou9H/story.html>

Israël / Palestine. L'Association Addameer de soutien aux prisonniers et droits humains est une organisation non gouvernementale palestinienne comprenant une unité de documentation et de recherche qui recueille des statistiques détaillées et des informations sur les Palestiniens détenus par les forces israéliennes, y compris les enfants. Un article paru dans *Al-Monitor*, basé sur les recherches d'Addameer, a annoncé qu'à compter du 1er avril, 236 enfants palestiniens étaient détenus, dont 39 âgés de moins de 16 ans. La préservation des archives des ONG comme celle d'Addameer est une responsabilité importante des archives. <http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2013/04/palestinian-detained-children-education-israel.html>; pour les statistiques d'Addameer, voir <http://www.addameer.org/etemplate.php?id=599>

Israël / Palestine / Royaume-Uni. Les archives administratives coloniales communiquées par les Archives nationales à Londres incluaient des documents du Haut-Commissaire de la Palestine à partir de la fin du mandat britannique en 1948. Selon *thejc.com*, "des atrocités des deux côtés [les Juifs et les Arabes] sont détaillées" dans les documents. Les archives font partie de celles qui avaient été conservées par le Foreign and Commonwealth Office jusqu'à leur communication dans le cadre d'un procès en 2011 (pour le contexte, voir les Nouvelles HRWG 2012-07 et 2012-12). <http://www.thejc.com/news/uk-news/106487/british-saw-1948-jewish-fighters-those-nazi-germany>; pour la description archivistique des documents, voir <https://www.gov.uk/archive-records#colonial-administration-files>

Kenya / Royaume-Uni / Colonies britanniques. Le *Guardian* a rapporté que, bien que le gouvernement se soit engagé à remettre les dossiers du Foreign et du Commonwealth Office aux Archives nationales (voir l'article ci-dessus), l'Office « retient un nombre important de documents, à l'aide d'une exemption légale contenue dans une clause fourre-tout ». Les documents retenus semblent inclure un dossier de procès-verbaux du cabinet colonial britannique au Kenya en 1963, un dossier sur les indemnités versées après le bombardement de l'Hôtel King David à Jérusalem en 1946, et un dossier "contenant les télégrammes que les diplomates britanniques ont envoyés à Londres de l'île Maurice en 1968, l'année où la colonie a proclamé l'indépendance », et qui peuvent inclure des informations sur l'expulsion d'environ 1500 îliens de Chagos après le prêt de Diego Garcia aux États-Unis pour être utilisé comme base militaire. <http://www.guardian.co.uk/uk/2013/apr/26/national-archives-colonial-documents-secret>

Nouvelles nationales.

Albanie. Pour la première fois dans l'histoire de l'Albanie, un projet de référendum par les électeurs a réussi à réunir le nombre nécessaire de signatures. Les militants ont recueilli plus de 64'000 signatures (50'000 étaient nécessaires) pour appeler un référendum qui annule deux articles d'une loi

qui permet aux déchets d'être importé en Albanie, a rapporté *BIRN*. Les signatures ont été certifiées par la Commission électorale centrale. <http://www.balkaninsight.com/en/article/albania-president-green-lights-waste-referendum>

Algérie. Un incendie dans les archives de la cour de justice à Oran a détruit 50 ou 60 dossiers fermés d'affaires civiles, mais les dossiers pénaux n'ont pas été brûlés, selon *Le Matin*.
<http://www.lematindz.net/news/11519-un-incendie-devaste-le-service-des-archives-de-la-cour-doran.html>

Argentine. Memoria Abierta a annoncé qu'elle a numérisé et met à disposition pour la recherche 530 heures de couverture télévisée du procès de 1985 des membres de la dictature militaire qui ont dirigé l'Argentine de 1976 à 1983. Merci à Memoria pour cette information.
<http://www.memoriaabierta.org.ar/>

Australie. Des pratiques archivistiques des deux provinces de Victoria et de Queensland étaient mentionnées dans les nouvelles d'avril. Dans le Queensland, le Parliamentary Crime and Misconduct Committee a publié ses conclusions sur la communication et le déchetage des dossiers d'enquête Fitzgerald: les actions étaient illégales. (L'enquête Fitzgerald était une enquête de 1987-1989 sur la corruption policière; pour le contexte, voir les nouvelles HRWG 2013-03). Le Parliamentary Crime and Misconduct Committee, qui était responsable des dossiers Fitzgerald, a publié une déclaration reconnaissant son incapacité à "gérer les archives de manière appropriée", a rapporté le *Herald Sun*.
<http://www.heraldsun.com.au/news/national/fitzgerald-inquiry-files-release-was-unlawful-says-parliamentary-crime-and-misconduct-committee/story-fndo45r1-1226613504430>

Également dans le Queensland, l'enquête Carmody sur la protection de l'enfance étudie la décision en 1990 de déchiqueter les documents de l'enquête Heiner de 1989, qui examinait les conditions de détention au Centre de jeunesse John Oxley. Les dossiers de l'enquête de mai 1989 contenaient probablement des preuves de maltraitance des enfants au centre Oxley. Voir les Nouvelles HRWG 2013-02 pour le contexte. <http://www.heraldsun.com.au/news/shredding-of-documents-in-heiner-affair-under-fire-in-carmody-inquiry-into-child-protection/story-e6frf7jo-1226626972720>

Pendant ce temps, à Victoria, une enquête parlementaire sur la façon dont les Eglises ont traité des cas d'abus sexuels a entendu le témoignage de Debbie Prout, représentante des Records and Information Management Professionals of Australasia, qui a dit que le ministère des Services sociaux avait "un profond conflit d'intérêt" parce que mieux il gère ses dossiers, "plus de chance il aura d'avoir des poursuites", a rapporté *theage.com*. Prout estime que 90 pour cent des dossiers du Ministère ne sont pas gérés correctement. <http://www.theage.com.au/victoria/poor-recordkeeping-holds-back-pursuits-of-justice-20130405-2hcay.html>

Dans la même enquête, l'évêque du diocèse Ballarat a admis que le diocèse "détruisait des documents détaillant les accusations de pédophilie" contre les prêtres catholiques, a rapporté l'*Herald Sun*. <http://www.heraldsun.com.au/news/ballar-at-diocese-admits-to-destroying-documents-detailing-accusations-of-paedophilia/story-e6frf7jo-1226631871741>

Canada. *Aboriginal Peoples Television Network* a parlé d'un document de la Direction des affaires autochtones de 2009 qui a été obtenu grâce à la Loi sur l'accès à l'information. Il dit que le gouvernement canadien a déclaré « qu'il n'y avait eu aucune destruction délibérée des archives des

étudiants et des documents des pensionnats, et que les documents avaient été détruits à la suite d'institutions qui ont brûlé ou ont été inondées », mais APTN a dressé des listes de destruction de documents en 1936, 1944, et 1954 qui incluent des comptes rendus scolaires médicaux, des dossiers d'accidents et de la correspondance. La Commission de vérité et réconciliation sur les pensionnats indiens continue à chercher tous les documents pertinents du gouvernement. Le vérificateur général du Canada a « récemment révélé que près de trois ans après que la TRC et les Affaires autochtones ont commencé le processus de recherche et de transfert des documents historiques des pensionnats indiens, personne ne sait combien il en coûtera de rassembler tout le matériel », ou même qui va financer ce travail. <http://aptn.ca/pages/news/2013/05/01/ottawa-fears-admission-it-purposely-destroyed-indian-residential-school-files-would-lead-to-court-fights-documents/>

Un procès sur le naufrage d'un ferry à Vancouver, qui s'est échoué entraînant deux décès, a entendu le directeur du records management de la compagnie de ferry. Le *province.com* a rapporté qu'elle a examiné les dossiers de paie et les carnets de route et a indiqué que "l'officier en charge de la navigation" du malheureux ferry était passé devant le lieu de naufrage près de 800 fois. Le gouvernement affirme que le capitaine a été coupable de négligence criminelle en omettant de diriger le ferry loin de l'île sur laquelle il s'est écrasé. <http://www.theprovince.com/news/national/Ferries+officer+sailed+past+sinking+spot+times+court+hears/8213572/story.html>

Chine / Hong Kong. Le blog de *The Economist* a publié un article sur l'absence d'une loi officielle sur les archives à Hong Kong, notant la destruction des archives du ministère de l'immigration liée au refus d'entrée des pratiquants du Falun Gong, à la santé publique et au corps anti-corruption de la ville. <http://www.economist.com/blogs/analects/2013/04/public-records-hong-kong>

République tchèque. Le directeur de l'Institut pour l'étude des régimes totalitaires, qui gère les archives du service de sécurité de l'époque communiste, a été "sommairement remercié par le Conseil de surveillance composé de six membres" a rapporté *Radio Praha*. Il était le quatrième directeur en quatre ans. Les membres du conseil académique de l'Institut ont démissionné en signe de protestation ; un chef de bureau du Service des archives de sécurité, branche de l'Institut qui gère les dossiers, a déposé une plainte pénale contre les cinq membres du Conseil qui ont voté pour la destitution, et un autre chef d'unité a été congédié. L'ancien directeur a dit qu'il pense qu'il a été congédié parce que « il y a des gens et des forces qui ont peur de la vérité ». Il a fait valoir que les archives doivent être mises à la disposition pour couper le « potentiel de corruption » des dossiers fermés. <http://www.radio.cz/en/section/curraffrs/more-turmoil-for-body-overseeing-secret-police-archives-as-director-sacked>; <http://praguemonitor.com/2013/04/12/members-academic-council-resign-protest-herman-sacking>; <http://m.radio.cz/en/section/news/news-2013-04-15>; <http://www.economist.com/blogs/easternapproaches/2013/04/czech-politics-1>

Géorgie. Le Parlement débat d'un projet de loi pour créer une commission qui examinera les décisions judiciaires de 2005 jusqu'au 1er octobre 2012, a rapporté *Eurasia.net*. Les documents des cas à examiner sont ceux du gouvernement précédent qui « survolent largement sur les punitions statuées, ou ont un mépris visible pour les droits de l'homme. » <http://www.eurasianet.org/node/66796>

Le ministre de l'Intérieur a annoncé que le Département constitutionnel de la sécurité du ministère sous le précédent gouvernement menait des écoutes téléphoniques illégales "à la fois par téléphone et par ordinateur" ; dès que l'enquête en cours sur la mise sur écoute sera terminée "les archives seront immédiatement détruites, peut-être en public", a rapporté *Trend News Agency*.
<http://technews.tmcnet.com/news/2013/05/01/7104610.htm>

Allemagne. Le *New York Times* a rapporté que l'Office central allemand d'enquête sur les crimes nazis possède une liste de 50 anciens gardes d'Auschwitz qui sont encore vivants et qui peuvent être mis en jugement. Pour compiler la liste des "membres du personnel ont fait des recherches dans les anciens dossiers judiciaires et documents liés à l'Holocauste à la recherche de noms", et "vérifié les noms des gardiens d'Auschwitz avec d'autres bases de données afin de déterminer qui était encore en vie." http://www.nytimes.com/2013/04/11/world/europe/nearly-70-years-later-a-new-round-of-auschwitz-prosecutions.html?_r=0

La nouvelle directrice du Service International de Recherches, qui détient quelque 25 kilomètres de documents de l'époque de la Seconde Guerre mondiale concernant les personnes déplacées, planifie de «tenir des conférences internationales, amener les étudiants étrangers à utiliser le SIR, publier plus de recherches et organiser des ateliers nationaux pour les enseignants », a-t-elle déclaré à *Reuters*. http://www.huffingtonpost.com/2013/04/03/german-holocaust-archive-bad-rolsen_n_3005313.html?utm_hp_ref=tw

Irak. Une loi irakienne de 2009 autorise des compensations aux familles des personnes qui sont mortes ou ont été blessées dans des actes de violence depuis la chute de Saddam Hussein en 2003. Une commission gouvernementale avec des succursales dans les provinces a « la responsabilité d'examiner les documents des bénéficiaires », a rapporté *Al-Monitor*. En janvier, le gouvernement a formé un comité suprême pour accélérer le processus d'indemnisation parce que les bénéficiaires se sont plaints de "longues années de retard dans le traitement de leurs formulaires officiels ».
<http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2013/04/iraq-terrorism-compensation-victims.html>

Les enfants irakiens des combattants d'Al-Qaïda dont les pères ont fui et dont les mères n'ont aucun document pour prouver leur mariage sont considérés comme des enfants "non-nationalisés", a rapporté *Al-Monitor*. Le Comité parlementaire sur les droits de l'homme a "enregistré" 520 cas de ces enfants, mais il estime que beaucoup d'autres ne sont pas signalés. Aucune législation actuelle ne permet l'enregistrement officiel de ces enfants; jusqu'à ce qu'une nouvelle loi soit adoptée et qu'ils soient enregistrés, les enfants ne peuvent pas aller à l'école et avec leur mère, ils vivent "la pauvreté, l'exclusion sociale et le harcèlement par les services de sécurité." <http://www.al-monitor.com/pulse/culture/2013/04/iraq-children-al-qaeda-fighters-legal-problems.html>

Kosovo. Le procès de cinq hommes travaillant dans une clinique impliquée dans le commerce illégal d'organes humains a pris fin avec des condamnations (cf. Nouvelles HRWG 2013-02). Les archives médicales ont été des preuves essentielles, ainsi que les témoignages de quelque 80 témoins. Après les condamnations, la mission EULEX de l'Union européenne, qui a fait les premières allégations publiques sur le trafic d'organes, a annoncé le lancement d'une nouvelle enquête sur les personnes soupçonnées d'être impliquées dans le cercle du commerce des organes.
<http://www.balkaninsight.com/en/article/details-on-kidney-transplants-revealed-in-kosovo-organ-trafficking->

[case?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter&utm_campaign=17741d9762-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email; http://www.balkaninsight.com/en/article/kosovo-convicts-five-over-human-organ-trafficking](http://www.balkaninsight.com/en/article/kosovo-convicts-five-over-human-organ-trafficking) ; [http://www.balkaninsight.com/en/article/serbia-welcomes-verdict-in-medicus-](http://www.balkaninsight.com/en/article/serbia-welcomes-verdict-in-medicus)
[case?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter&utm_campaign=43a7a4e169-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_561b9a25c3-43a7a4e169-311109073](http://www.balkaninsight.com/en/article/serbia-welcomes-verdict-in-medicus-case?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter&utm_campaign=43a7a4e169-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_561b9a25c3-43a7a4e169-311109073)

La mission EULEX de l'UE a également annoncé qu'elle avait récupéré les restes d'au moins sept personnes dans des tombes anonymes, a rapporté BIRN. La mission a déclaré dans un communiqué que la découverte "est le résultat de plusieurs semaines d'analyse d'une variété de documents datant du conflit de 1998-1999". Plus de 1700 personnes sont toujours portées disparues.

http://www.balkaninsight.com/en/article/presumed-missing-persons-remains-recovered-in-kosovo?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter&utm_campaign=17741d9762-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=emai

Liban. Le ministère de l'Intérieur libanais a enregistré le premier contrat de mariage civil le 25 avril 2013. Pour la première fois depuis 1936, lorsque le mandat français régissant le Liban avait institué des lois sectaires sur le statut personnel au Liban, *Al-Monitor* a rapporté que « deux citoyens libanais ont été en mesure de contracter un mariage civil en territoire libanais - sans être obligés de recourir à un l'autorité religieuse ». Les nouveaux documents de contrats civils du ministère de l'Intérieur seront des archives essentielles pour le peuple libanais. <http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2013/04/lebanon-first-civil-marriage-political-change.html>

Moldavie. Le journal moldave *Panorama* a rapporté que le président Nicolae Timofti de Moldavie, alors qu'il était juge pendant les années communistes de Moldavie, a signé des ordres qui envoyaient Gheorghe David, un éminent dissident de la Moldavie nationaliste, dans un hôpital psychiatrique pour "assertions anti-soviétiques", a rapporté *Radio Free Europe/Radio Liberty*. La sœur de David a dit aux chaînes de radios que le temps qu'il a passé à l'hôpital "a eu un impact dévastateur" sur lui. L'ancien président de la Moldavie a appelé Timofti à démissionner, affirmant qu'il "a envoyé un jeune homme dans une maison de fous parce que cet homme disait la vérité". La Moldavie n'a pas instauré de programme de lustration (contrôle de l'intégrité du fonctionnaire) après l'ère communiste et " les archives ont disparu". <http://www.rferl.org/content/moldova-president-timofti-soviet-past-divided-generation/24964184.html>

Nouvelle-Zélande. Le *Diversityworks Trust* de la Nouvelle-Zélande développe une archive nationale en ligne de films et de matériel vidéo concernant la communauté des sourds en Nouvelle-Zélande. Appelé ADN Sign, un de ses dirigeants a dit à *Scoop Independent News* que New Zealand Sign Language "est un langage visuel ; ainsi, pour la première fois, cette archive de films et de vidéos présente la culture et l'histoire des sourds dans la langue commune aux personnes malentendantes, remontant au moins aux années 1950". <http://www.scoop.co.nz/stories/CU1304/S00302/internetnz-funding-supports-sign-language-archive.htm>

Roumanie. L'Institut pour l'étude des crimes communistes et la mémoire de l'exil roumain a annoncé qu'il enquêtait sur 35 personnes "qui occupaient des postes principaux dans l'ancien système répressif et qui sont soupçonnés d'avoir commis divers crimes politiques sous le régime

communiste". Ces personnes, qui étaient des employés de la Direction générale des établissements pénitentiaires au cours de 1950-1964, sont soupçonnées "d'avoir commis des meurtres". Les archives utilisées pour la recherche n'ont pas été précisées.

http://www.iiccr.ro/en/press/press_releases/iiccrmer_investigating_35_people_under_suspicion_of_having_committed_various_crimes/

Russie. En mars, *Memorial*, une organisation des droits de l'homme à Moscou, a publié un disque listant 44'500 personnes qui se trouvaient sur des « listes de tir de Staline » et des pièces justificatives. Il s'agit d'une mise à jour de la communication sur les victimes de 2002 de *Memorial*. Selon *The Moscow News*, "les initiales de Staline, griffonnées au crayon rouge vif, apparaissent sur 357 listes" qui ont été préparés par les branches locales du NKVD, puis envoyées à Moscou et compilées pour examen. Les documents originaux se trouvent aux Archives d'Etat russes de l'histoire socio-politique. http://indrus.in/arts/2013/04/04/stalins_secret_kill_lists_23513.html

Somalie. Une étude, financée conjointement et commandée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la Food Security and Nutrition Analysis Unit for Somalia (FSNAU) et la Famine Early Warning Systems Network (FEWS NET) financé par USAID), a publié un rapport sur la famine de 2011 en Somalie, en disant que quelque 260'000 personnes sont mortes, la moitié d'entre elles âgées de cinq ans ou moins. Cela double les estimations précédentes du bilan mortel. L'étude est basée sur 200 enquêtes de mortalité menées par la FSNAU et ses partenaires en Somalie depuis 2007, dont 61 pendant la période d'urgence, ainsi que des données sur les prix alimentaires, les salaires, les épidémies, les conflits et l'aide humanitaire.

http://www.fews.net/docs/Publications/FSNAU_FEWSNET_PR_050113_FINAL.pdf

Syrie. Le *New York Times* a publié un article de fond sur l'Observatoire syrien pour les droits de l'homme et son travail pour obtenir la documentation sur les décès liés à la guerre civile en Syrie.

<http://www.nytimes.com/2013/04/10/world/middleeast/the-man-behind-the-casualty-figures-in-syria.html?pagewanted=all>

Human Rights Watch a publié un rapport intitulé "Mort depuis les cieux: frappes aériennes délibérées et aveugles sur les civils", basé sur les "visites de 50 sites de frappes aériennes de l'État dans les zones contrôlées par l'opposition dans les gouvernorats d'Alep, Idlib, et Lattaquié, et plus de 140 entretiens avec des témoins et des victimes". Les archives de HRW seront une source très importante pour les futurs travaux sur la violence. <http://www.hrw.org/reports/2013/04/11/death-skies>

Turkey. Un général à la retraite a été inculpé de la mort suspecte de l'ancien président Turugt Özal en 1993. L'acte d'accusation relève des incohérences dans la cause du décès sur le certificat de décès et le certificat d'inhumation, et l'absence d'entrées dans le dossier médical du président sur les résultats de tests sanguins. Le corps du président a été exhumé en octobre dernier "après des années de rumeurs selon lesquelles il a été assassiné" par empoisonnement, et une commission d'examen a indiqué que "des substances toxiques ont été détectées" dans les restes, a rapporté *haberler.com*.

<http://en.haberler.com/court-accepts-indictment-in-ozal-case-on-eve-of-269888/>

États-Unis. Le plus grand événement des États-Unis en avril a été l'attentat de Boston. Selon *FCW*, une société de médias mettant l'accent sur l'utilisation de la technologie au sein du gouvernement fédéral, moins de 24 heures après l'attentat "le Bureau Fédéral d'Investigation a compilé 10 téraoctets de données". Au moment où la recherche des auteurs a pris fin quatre jours plus tard, les enquêteurs avaient analysé des "montagnes de journaux d'appels des téléphones cellulaires, des SMS, des données des médias sociaux, des photographies et des images de vidéosurveillance."
http://fcw.com/articles/2013/04/26/big-data-boston-bomb-probe.aspx?sc_lang=en

Le Projet de Constitution, un « groupe de défense juridique » dirigé par deux anciens membres du Congrès (un Démocrate, un Républicain), a publié un rapport de 600 pages sur les politiques américaines anti-terroristes des douze dernières années. Ils ont dit qu'ils tentaient d'agir comme une commission de vérité. Sur la base d'informations non classifiées et "de témoignages de dizaines de détenus et de fonctionnaires", l'étude a conclu que les États-Unis ont torturé les prisonniers détenus dans la foulée des attentats du 11/9, et les auteurs ont condamné la torture et la poursuite du fonctionnement du centre de détention de Guantanamo. <http://rt.com/news/constitution-project-torture-guantanamo-report-949/>

L'Agence de protection de l'environnement a reconnu avoir dévoilé les détails personnels sur environ 80'000 agriculteurs aux groupes environnementaux qui ont demandé des documents en vertu de la loi du Freedom of Information Act, ont rapporté, *Fox News* et d'autres médias. Les dossiers mentionnaient des fermes comportant des "opérations concentrées d'alimentation d'animaux" et incluait les noms, adresses email et personnelles, et les numéros de téléphone.
<http://www.foxnews.com/politics/2013/04/09/epa-acknowledges-giving-out-personal-info-in-request-that-included-data-on/>

Le *New York Times* a publié un long article sur les paiements aux fermiers noirs, hispaniques et femmes qui ont été victimes de discrimination par le ministère de l'Agriculture depuis des décennies. L'article est axé sur le processus de réclamation pour réparation et l'absence de preuves dans les archives des agences. <http://www.nytimes.com/2013/04/26/us/farm-loan-bias-claims-often-unsupported-cost-us-millions.html?pagewanted=all>

Les échanges d'information sur les soins et la santé perdent leur popularité. L'organisme d'échange du Wisconsin a fermé récemment, et son ancien directeur a publié une bonne description des efforts que l'organisme a fait pour se conformer aux exigences de conservation des dossiers gouvernementaux provinciaux et fédéraux, même après qu'il a été fermé. Il utilisait le principe de provenance pour sa stratégie de stockage de données.
<http://www.healthcareinfosecurity.com/protecting-data-when-hie-shuts-down-a-5698?rf=2013-04-19-eh&elq=ef5edc590340480eaf1dfd3617494ac8&elqCampaignId=6489>

Le projet *Southern Poverty Law Project* a fait don à l'Université Duke de sa collection de documents sur les extrémistes et les groupes propageant la haine aux États-Unis.
<http://today.duke.edu/2013/04/splcextremistliterature>

Colorado. L'ancien détenu soupçonné d'avoir tué le directeur des prisons du Colorado en mars a été autorisé à quitter la prison avec quatre ans d'avance parce que sa plus récente condamnation pour crime n'avait pas été correctement enregistrée dans son dossier.
<http://www.cnn.com/2013/04/05/us/colorado-ebel-killings>

Kansas. Un juge a statué que les matériaux d'enquête relatifs à l'assassinat "In Cold Blood" (décrit dans le livre classique de Truman Capote), conservés au domicile d'un agent décédé du Kansas Bureau d'enquête, ne peuvent pas être vendus aux enchères ou communiqués au public jusqu'à ce que le juge les examine. Pour le contexte, voir les Nouvelles HRWG 2012-09.

http://www.huffingtonpost.com/huff-wires/20130423/us-in-cold-blood-records/?utm_hp_ref=media&ir=media

Maryland. La législature de l'État a adopté une loi pour empêcher la divulgation, en vertu de la Loi, des noms des personnes qui demandent à acheter des armes, qui détiennent des permis de collectionneur d'armes, qui ont des permis « porter-dissimuler », et des détails sur les ventes d'armes, selon le *Baltimore Sun*. <http://www.baltimoresun.com/news/maryland/bs-md-gun-law-exemptions-0130426,0,1762682.story>

Ohio. Un couple a poursuivi les greffiers de 86 comtés, deux officiers fiscaux du comté et le bureau d'un ingénieur du pays pour avoir donné libre accès public aux documents de transactions foncières dans l'État durant les années 1940 et 1950 qui restreignent la vente, la location ou le leasing de biens aux blancs seulement. Le procès prétend que la communication de ces documents viole le 14^e amendement de la Constitution américaine, qui exige une protection de la loi égale pour toutes les personnes. Les plaignants veulent que les administrations du comté "séquestrent" ou "expurgent les parties racialement offensives", selon l'article du *Zanesville Times Recorder*. En réponse, l'avocat des fonctionnaires du comté a fait valoir que « le fait que les anciens documents reflètent des préjugés ou des fautes d'une époque révolue est un rappel pour nous tous de ne jamais les laisser se reproduire, mais qui ne justifie pas la punition des historiens qui se contentent de maintenir ces documents. »

<http://www.zanesvilletimesrecorder.com/apps/pbcs.dll/article?AID=/201304051729/NEWS01/304050021&gcheck=1>

Wisconsin. L'archidiocèse de Milwaukee a décidé de rendre publiques ses archives relatives aux abus sexuels commis par le clergé catholique. Environ 3000 pages de documents seront affichées sur le site Web de l'archidiocèse, le 1^{er} juillet. Selon le *Journal Sentinel*, les documents qui vont être communiqués contiennent "des parties de dossiers du personnel sur les prêtres, des pages des dossiers des évêques, du vicaire pour le clergé et d'autres sources au sein de l'archidiocèse", avec les dépositions de trois anciens archevêques. <http://www.jsonline.com/features/religion/archdiocese-of-milwaukee-to-release-clergy-sex-abuse-records-ki9dqe8-201360021.html>

Publications.

Documenta, le centre pour le traitement du passé à Zagreb, en Croatie, a récemment publié *Work on dealing with the past: A handbook for civil society organizations*.

Destiné aux organisations de la société civile et aux particuliers, le manuel présente les différentes approches pour traiter le passé du point de vue des droits de l'homme et du droit international humanitaire, du souvenir historique, des archives, ainsi que du point de vue psychologique. Au cours de 2013 et 2014, le manuel sera traduit en anglais, albanais, arabe, russe et français. Merci à

Documenta pour l'envoi de cette information.

http://www.documenta.hr/assets/files/publikacije/Rad_na_suocavanju_s_prosloscu.pdf

* * * * *

Partagez l'information avec nous ! trudv@trudypeterson.com ou j.boel@UNESCO.org

Pour vous abonner au bulletin, entrez les informations requises sur le formulaire que vous trouverez sur cet URL: http://www.unesco.org/archives/hrnews/hr3_042010.php

Les numéros précédents du bulletin se trouvent en ligne sur
<http://www.ica.org/12315/hrwg-newsletter/list-of-hrwg-newsletters.html> et
<http://128.121.10.98/coe/main.jsp?smd=2&nid=569829>

(traduction française : Cristina Bianchi)